

Questions orales

à notre promesse du discours du Trône. Il est bien sûr que nous respecterons cette promesse.

M. David Dingwall (Cap-Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, le ministre sait certainement que le mardi 19 novembre, à 11 heures, pendant une réunion avec le chef de l'opposition à la Chambre, dans le bureau du leader du gouvernement et en présence du chef de cabinet du ministre, Jim Judd, le ministre a accepté de présenter une mesure législative autorisant un référendum national. Entre autres choses, le ministre a convenu que les leaders à la Chambre se réuniraient cette semaine pour fixer le calendrier d'adoption d'une telle mesure dès que possible.

Je demande au ministre chargé des Affaires constitutionnelles pourquoi lui et le leader du gouvernement à la Chambre nient avoir fait cette promesse?

Le très hon. Joe Clark (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles): Monsieur le Président, il est rare que je cite Christopher Young, mais je vais vous lire une partie de ce qu'il dit aujourd'hui: les membres du comité «devraient se souvenir chaque matin que le temps gaspillé en querelles partisans est du temps soustrait à l'étude des problèmes qui touchent les agriculteurs, les travailleurs de l'industrie, les pêcheurs et les autres citoyens honnêtes qui les ont élus. Partout au Canada, on entend maintenant qu'il faut régler la question constitutionnelle et passer à autre chose. Ceux qui laissent la tentation du gain politique s'opposer à cet objectif devraient s'attendre à être durement jugés au moment des élections.»

• (1430)

J'espère que le député s'en souviendra.

* * *

LES SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, je m'adresse d'abord au premier ministre suppléant.

Il se souviendra que, pendant de nombreux mois, notre parti a réclamé du gouvernement qu'il vienne en aide à des gens qui connaissent des temps difficiles à Montréal et ailleurs au Québec. Nous sommes heureux d'entendre le gouvernement annoncer qu'il consacrerait 160 millions

de dollars à un train de mesures visant à soulager la misère provoquée par la récession dans cette partie du Canada.

Hier, le gouvernement a repoussé les agriculteurs en déclarant qu'il n'y avait plus d'argent pour eux. Deux jours avant, il a dit la même chose aux pêcheurs de l'Atlantique. La semaine dernière, le ministre des Finances a soutenu qu'il n'avait pas d'argent à donner pour aider les enfants pauvres du Canada.

Comment le gouvernement s'y prend-il pour déterminer à qui il donne l'argent pour aider les Canadiens qui connaissent des temps difficiles?

L'hon. Marcel Danis (ministre du Travail): Monsieur le Président, je voudrais dire à mon collègue de Kamloops que, sur l'aide de 300 millions de dollars annoncée par deux de mes collègues fédéraux ce matin, soit le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et le ministre de l'Agriculture, ainsi que par des ministres québécois, la participation fédérale de 160 millions de dollars provient des réserves des ministères en question. Il n'y aura pas de nouvel impôt à cette fin.

C'est de cette façon que nous voulons aider la province de Québec.

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre responsable de la Diversification de l'économie de l'Ouest.

Le ministre sait que le Programme d'initiatives dans les vieux quartiers, au Manitoba, est sur le point d'expirer, que le programme d'accès qui offre des perspectives d'éducation aux autochtones est expiré et que l'Entente sur la mise en valeur du Nord, qui assure une infrastructure, des emplois et une formation dans la région du Canada qui compte un taux de chômage de 23 p. 100, le taux le plus élevé de toutes les provinces, a également expiré.

Le gouvernement agira-t-il au Manitoba comme il l'a fait au Québec et prévoira-t-il des fonds et des programmes pour cette région?

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, nous avons agi et continuerons d'agir non seulement au Manitoba, mais dans tout le reste du pays, car il se trouve que nous